

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 22/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS J2G SECHAGE

CHANTECLAIR

--

47190 Aiguillon

Références : IC/SM/UbD24-47/2025/086
Code AIOT : 0100057528

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2026 dans l'établissement SAS J2G SECHAGE implanté CHANTECLAIR -- 47190 Aiguillon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a eu lieu dans le but de vérifier la conformité de l'installation, conformément à la réglementation des installations définies dans la nomenclature des installations classées du code de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS J2G SECHAGE
- CHANTECLAIR -- 47190 Aiguillon

- Code AIOT : 0100057528
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Dans sa déclaration initiale, l'exploitant a déclaré une quantité totale de 13 tonnes de « gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 » (rubrique 4718-2b) pour le séchage du maïs.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations soumises à déclaration	Code de l'environnement du 07/11/2011, article R.512-56	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Nomenclature des installations classées	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Nomenclature des installations classées	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 511-9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'est pas classé au titre du stockage de céréales en silo. Il doit fournir le contrôle périodique de son installation de stockage de gaz liquéfié et justifier la puissance thermique nominale du séchoir.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations soumises à déclaration

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/11/2011, article R.512-56
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique pour rubriques à déclaration
Prescription contrôlée : Le contrôle périodique de certaines catégories d'installations classées soumises à déclaration, prévu à l'article L. 512-11, est effectué à la demande écrite de l'exploitant de l'installation classée par un organisme agréé dans les conditions fixées par les articles R. 512-61 à R. 512-66. La

demande précise la ou les rubriques de la nomenclature dont relèvent les installations à contrôler ainsi que la date de mise en service de chacune d'elles.

Constats :

Dans sa déclaration initiale, l'exploitant a déclaré une quantité totale de 13 tonnes de « gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 » (rubrique 4718-2b) pour le séchage du maïs, ce qui classe effectivement l'installation à déclaration avec contrôles périodiques. Ce contrôle doit être réalisé dans les six mois suivant la mise en service, puis tous les cinq ans.

L'exploitant indique avoir réalisé un contrôle d'épreuve, avec notamment des tests d'étanchéité, lors de la mise en fonctionnement de la cuve.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournira le contrôle périodique, réalisé par un organisme agréé par arrêté du ministre chargé des installations classées, dont l'objectif est d'informer les exploitants d'installations soumises à déclaration de la conformité de leurs installations avec les prescriptions réglementaires définies dans l'arrêté ministériel de prescriptions générales ad hoc.

Le contrôle d'épreuve n'est pas le seul contrôle nécessaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Nomenclature des installations classées

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 511-9

Thème(s) : Risques accidentels, Rubrique 2160

Prescription contrôlée :

Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.

1. Silos plats :

b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5000 m³, mais inférieur ou égal à 15 000 m³ (DC)

Constats :

Le jour de l'inspection, le volume total de stockage est très inférieur à 5000 m³.

Toutefois, la taille du bâtiment et la hauteur de stockage ont été vérifiées : il mesure 85m de long et 18,8m de large.

La hauteur maximale de stockage est de 3 m. Ce qui représente un volume inférieur aux 5000 m³ classant le site, lorsque ces valeurs sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 3 : Nomenclature des installations classées

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 511-9
Thème(s) : Risques accidentels, Rubrique 2260
Prescription contrôlée : Broyage, concassage, criblage ... des substances végétales et tous produits organiques naturels 2. Pour les activités relevant du séchage par contact direct, la puissance thermique nominale de l'installation étant : b) Supérieure à 1 MW mais inférieure à 20 MW (DC)
Constats : Sur le site, l'inspection constate la présence d'un séchoir et demande la puissance thermique nominale. Après avoir contacté le fabricant, l'exploitant indique que la puissance thermique nominale du séchoir serait de 2 235 kW. Cette puissance est supérieure au seuil de la déclaration avec contrôle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir les éléments techniques justifiant la puissance thermique nominale du séchoir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois